

- Le taux de chômage des jeunes au Maroc est près de quatre fois supérieur à la moyenne nationale.
- Les inégalités sociales se reproduisent au sein du système éducatif, de formation et d'emploi.
- Le Roi veut des mesures afin d'éviter le risque de voir cette situation mener à des mouvements de contestation.

Le Maroc veut former coûte que coûte sa jeunesse

Enquête Julie Chaudier
Correspondante à Casablanca

Hayat, étudiante en faculté de droit dans le nord du Maroc, faisait partie de la vingtaine de candidats à l'exil embarqué, le 25 septembre dernier, sur un go-fast (canot pneumatique à moteur puissant) à destination de l'Espagne. Tuée par les tirs de la Marine royale qui cherchait à bloquer l'avancée du bateau, elle est devenue, depuis, le symbole d'une jeunesse marocaine sans avenir alors que depuis quelques mois le discours sur l'intégration des jeunes revient en force au Maroc.

"En dépit des efforts consentis, à nos yeux et à ceux des intéressés, la situation de nos jeunes reste insatisfaisante. Parmi eux, nombreux sont ceux qui souffrent de l'exclusion, du chômage et se trouvent dans l'impossibilité de finir leurs études, parfois même d'accéder aux services sociaux de base", a déclaré le roi du Maroc, le 20 août dernier, dans son discours. Fin août, un premier projet de loi qui réinstalle le service militaire été adopté et lundi 1^{er} octobre, le Souverain a donné trois semaines au gouvernement pour proposer un programme de mise en œuvre de ses hautes orientations pour la réforme de la formation professionnelle.

Cet intérêt renouvelé pour la jeunesse ne va pas sans arrière-pensées politiques de la part du Palais dans un pays régulièrement secoué par des mouvements de contestations sociales. Au Maroc, *"les jeunes posent un problème particulier parce qu'ils arrivent sur un marché de l'emploi dans lequel ils ne parviennent pas à s'insérer"*, souligne le démographe français Youssef Courbage, chercheur à l'Institut national d'études démographiques (Ined). *"Cela crée des mouvements de démobilisation mentale qui peuvent même aller jusqu'à des accès de violences qui peuvent être assez compromettants pour la sécurité du pays."* Certains démographes n'hésitent d'ailleurs pas à lier la part croissante de la jeunesse au Maghreb avec les révolutions arabes de 2011.

Des diplômés davantage au chômage

Au Maroc, le taux de chômage des jeunes est près de quatre fois supérieur à la moyenne nationale. Après avoir atteint un seuil bas de 31,3% entre 2010, il touche 41% des 15-24 ans en 2016, à rebours de l'évolution des autres classes d'âge. Pour ces jeunes, les études ne constituent même pas la promesse d'une protection contre le chômage. Au contraire, les diplômés du supérieur souffrent d'un taux de chômage cinq fois plus élevé – 25% en 2014 – que les non-diplômés où il atteint 4,7%. Tandis que le chômage a diminué pour les non-diplômés, il a augmenté pour les diplômés.

Dans ces circonstances, *"beaucoup de mes élèves ne cherchent même pas à avoir le bac, atteste Tawfik Zitoumi, professeur d'informatique dans un lycée de Casablanca. Ils veulent seulement arriver en terminale, car c'est le niveau que demande l'Office de la formation professionnelle et de la promotion du travail (OFPPT) pour les former à être technicien."* Leurs perspectives ne sont pourtant pas meilleures car 28,5% des diplômés en

qualification professionnelle sont au chômage.

Formations aux métiers les plus demandés

Face à ce constat, la priorité reste la même pour l'État : améliorer l'adéquation formation/emploi.

Le Roi a ainsi donné lui-même le 1^{er} octobre "ses directives" pour que l'offre de formation professionnelle soit élargie aux métiers les plus demandés. *"L'OFPPT est important mais il a trop privilégié la massification à la qualité de l'enseignement"*, souligne Jamal Belharach, ex-DG de Manpower au Maroc.

De fait, l'État demande à l'Office public de répondre massivement et simultanément à tous les besoins à la fois : former tous ceux qui ont décroché de l'école trop tôt, mais également créer des formations correspondantes aux objectifs de chacun des plans sectoriels, tout en répondant au plus près aux besoins immédiats des entreprises. Un objectif de réunir 650 000 places pédagogiques à l'horizon 2020 lui a ainsi été fixé, mais son budget ne suit pas. Aujourd'hui, le budget annuel par place pédagogique se réduit de 8,9% par an en moyenne depuis 2015.

"Il faut absolument rapprocher la formation professionnelle des entreprises qui recrutent. Celles-ci doivent apprendre à identifier et exprimer leurs besoins de recrutement sur 2 ou 3 ans et les formateurs s'adapter rapidement", estime Jamal Belharach. Dans cette perspective, les écoles conçues en collaboration directe avec les professionnels font florès.

Fondé en 2011, l'Institut des métiers de l'aéronautique (IMA), à Casablanca, est géré par le Groupement des industries marocaines aéronautiques et spatiales et financé par le ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle. *"Nous avons accueilli plus de 600 jeunes, en 2017, en formation initiale. Nous n'intervenons qu'à la demande express des entreprises de sorte que tous sont quasiment certains d'être recrutés : notre taux d'insertion professionnelle s'élève à 98%"*, indique Patrick Ménager, directeur de l'IMA.

Où est le vrai problème de l'emploi ?

Des jeunes manifestent leur colère en brandissant des diplômes inutiles de technicien et l'État leur répond par un doigt d'honneur, la réinstauration du service militaire et la menace. Le clip du jeune humoriste Souhaïl Haddade, qui a rassemblé plus d'un million de vues en un peu moins de trois semaines, met en image le sentiment d'une partie de la jeunesse marocaine de n'être pas entendue par les pouvoirs publics.

Quelque 22 % d'entre eux seulement considèrent, en 2016, qu'ils sont au chômage parce qu'ils n'ont pas les compétences appropriées ou parce qu'ils n'ont pas trouvé de travail correspondant à leur profil, selon une étude du sociologue Zakaria Kadiri, enseignant chercheur à l'Université Hassan II de Casablanca. En réalité, près de la moitié pensent qu'il n'y a tout simplement pas assez d'emplois disponibles et un tiers que le chômage est lié à la pratique du piston et du favoritisme.

“Trop souvent au Maroc, comme en Italie, les gens évoquent l'importance de la famille dans nos cultures, pour expliquer le recours à une connaissance pour trouver du travail, mais ce raisonnement occulte la réalité: selon notre milieu social d'origine, nous ne possédons pas tous le même réseau social susceptible de nous aider in fine sur le marché de l'emploi”, souligne Irene Bono, enseignante chercheur à l'Université de Turin.

Le lien entre inégalités et emploi

Pour la chercheuse, la question du chômage des jeunes est originellement mal posée: *“Les jeunes qui ne parviennent pas à trouver de travail ne se caractérisent pas tant par leur âge que par le milieu social dont ils sont issus. Réfléchir à la promotion des filières qui correspondent à une demande d'embauche des entreprises masque le fait que les déterminants de l'exclusion, notamment de l'emploi, interviennent bien plus tôt. Dès le départ, certains vont à la crèche, d'autres non, certains*

vont à la maternelle, d'autres pas et d'autres encore à de simples garderies”, explique-t-elle. Les inégalités sociales de départ se reproduisent ainsi au sein du système éducatif, de formation et d'emploi mais le lien entre inégalités et emploi est rarement fait. *“Le fait de négliger la segmentation du marché de l'emploi porte une idée sous-jacente: le marché de l'emploi, comme tous les autres marchés, serait capable de s'autoréguler, de se gouverner tout seul”,* rappelle-t-elle.

Le Maroc s'est converti au libéralisme dans les années 80 tout en conservant une forte action publique sur l'économie dans le cadre de vastes plans stratégiques sectoriels rarement remis en cause. Le 19 octobre, le Roi a

bien chargé Aziz Akhannouch, indéboulonnable ministre de l'Agriculture, d'élaborer une nouvelle réflexion stratégique globale pour la création de nouvelles activités génératrices d'emplois et de revenus en faveur, essentiellement, des jeunes.

Cependant, *“aucune étude n'a mesuré l'impact sur l'emploi du plan Maroc vert, qui était jusqu'ici à l'œuvre, pour savoir quelles corrections il faut faire”,* regrette Hicham Moussaoui. De fait, le marché du travail accueille en moyenne chaque année 370 000 jeunes supplémentaires mais il ne parvient plus à créer les 100 000 emplois annuels qu'il générerait encore jusqu'en 2012.

J. Ch., à Casablanca